

Du même auteur

Aux mains des Soviets

(avec José Abel)

BD, Humanoïdes associés, 1984

Conspiration de l'étoile blanche

(avec José Abel)

BD, Humanoïdes associés, 1989

Contrat sur un pasteur

Éd. Vaugirard / Presses de la Cité, 1992

Au cœur de la PJ. Enquête sur la police scientifique

Flammarion, 1997

Affaire Hernu

(avec Patrick Hernu)

Ramsay, 1997

Les RG et le Parti communiste.

Un combat sans merci dans la guerre froide

Plon, 2000

Histoire de l'extrême gauche trotskiste. De 1919 à nos jours

Éditions n° 1, 2002

Génération Occident

Seuil, 2005

L'Obsession du complot

Bourin Éditeur, 2005

Nicolas Sarkozy. Enquête sur un homme de pouvoir

Presses de la Cité, 2006, édition revue et augmentée, 2007

Les Dessous de l'affaire Colonna

(avec Antoine Albertini)

Presses de la Cité, 2007

La CIA en France

Seuil, 2008

Une histoire de fous

Le roman noir de l'affaire Clearstream

Seuil, 2009

FRÉDÉRIC CHARPIER

L'économie, c'est la guerre

Les agents secrets
au service du *big business*

ÉDITIONS DU SEUIL

25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

Ce livre est édité par Patrick Rotman

ISBN 978-2-02-109111-3

© Éditions du Seuil, août 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Avant-propos

« Dans trente ans, la France sera un grand parc d'attractions culturel pour touristes chinois¹ », a affirmé Richard Perle en 2005 devant un parterre de décideurs français. Le chantre du néoconservatisme américain vouait ainsi la France à l'échec. Il prophétisait un déclin irréversible, prédisant qu'elle ne survivrait pas à ce que l'on nomme couramment la « guerre économique ». Si cette prédiction n'était pas fondée sur des éléments sûrs, la compétition acharnée que se livrent encore et toujours les grandes puissances, en revanche, n'a rien d'imaginaire.

On peut même parler de course effrénée à l'hyper-puissance, de combat de titans, produit du monde multipolaire engendré par l'écroulement de l'empire soviétique.

L'affaire est donc sérieuse. À terme, cette guerre départagera les nations dominantes de l'avenir, qui s'affrontent déjà sans merci dans les domaines qualifiés de stratégiques que sont l'industrie de la défense, le traitement de l'information, l'énergie et l'aéronautique. Avec une rare âpreté, ces nations s'emploient à conquérir les matières premières vitales indispensables à la prospérité future des économies. Elles s'efforcent d'en garantir l'exploitation, le stockage et l'approvisionnement. Les guerres du pétrole conduites par les États-Unis depuis la fin de la

1. Propos rapportés lors d'un colloque sur « Les investissements étrangers et la sécurité nationale », organisé le 10 octobre 2005 à l'Assemblée nationale, Staut et Associés, décembre 2005.

guerre froide, la constitution de puissants oligopoles énergétiques d'État en Russie ou encore la razzia chinoise sur un nombre sans cesse croissant de gisements pétroliers en Afrique ou en Asie centrale sont les signes avant-coureurs des combats à venir. Lesquels pourraient comporter des risques de guerres accrues, comme l'envisage un rapport de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS), le think tank du ministère de la Défense, remis en avril 2012 au chef de l'État¹.

Qui sont les combattants de cette guerre économique, si silencieuse qu'elle en serait presque indécélable ? Sur quel front mènent-ils leurs actions et à quelles armes ont-ils recours ?

Cette guerre singulière se déroule sur de multiples champs de bataille aux lignes de front mouvantes et souvent invisibles : exploration minière, laboratoires de recherche, coulisses de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou encore intrigues au sein des institutions financières et bancaires.

Les États y engagent des moyens considérables – services secrets, réseaux d'influence, cabinets d'enquête privés ou encore centres de recherche... – et soutiennent des fondations elles aussi largement mises à contribution. Ils recourent aux ONG, les organisations non gouvernementales, qu'ils peuvent manipuler ou instrumentaliser, ainsi qu'aux chambres de commerce, aux cabinets d'avocats d'affaires, aux sociétés militaires privées ou encore aux fonds d'investissement (ou *hedge funds*), véritables et modernes chevaux de Troie². Ces derniers sont d'ailleurs si redoutés que la Direction nationale du renseignement américain et le Pentagone commandaient en février 2009 à la Rand Corporation – la boîte à idées de l'US Air Force – une étude

1. *Le Canard enchaîné*, 2 mai 2012.

2. Sur le rôle des fonds d'investissement, voir Alexandra Guy et Xavier Bascher, *Capitalisme financier et sécurité économique*, Éditions Vuibert-Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice, 2011.

classée top secret afin d'évaluer les menaces que font réellement peser les agissements des fonds souverains étrangers sur la sécurité nationale. Pour se préparer à faire face à un éventuel péril financier, les États-Unis disposent même depuis quelques années d'un Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS) auquel sont associés les services secrets. La Direction nationale du renseignement américain s'efforce ainsi de détecter les investissements étrangers et d'évaluer leur degré de dangerosité.

Enfin, les États n'hésitent pas à instrumentaliser la lutte contre la corruption et les offres publiques d'achat (OPA) ou encore à recourir à la guerre des monnaies. Au cours de l'été 2011, des milieux patronaux français ont ainsi accusé les Américains de torpiller l'euro par crainte que les Chinois n'abandonnent leurs achats de dollars, monnaie alors vacillante, et n'optent pour la monnaie européenne à l'époque apparemment plus stable.

Dans le même esprit de compétition, certains pays subventionnent parfois de façon discrète des laboratoires universitaires, des agences gouvernementales ou des sociétés privées afin de financer des programmes de recherche dans des domaines stratégiques tels que les nanotechnologies, la biométrie, la robotique, la lutte contre les armes bactériologiques, les nouvelles ressources énergétiques ou encore l'exploitation des ondes térahertziennes (ces ondes qui permettent notamment de « voir à travers les murs », de détecter des explosifs et des mines).

Tout aussi effrénée est la course pour le contrôle de l'information et des nouveaux réseaux de communication, qu'il s'agisse de la bataille qui se joue sur Internet ou de l'appropriation méthodique des banques de données. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New York, le Trésor américain dispose d'un nouveau programme très intrusif, baptisé *Terrorism Finance Tracking*, longtemps quasi clandestin, dont l'existence ne sera révélée par la presse américaine qu'en juin 2006. Ce programme a notamment permis aux Américains d'accéder au Système interbancaire de paiement électronique, l'européen SWIFT, par

lequel transitent 95 % des transactions financières internationales, grâce à un accord, longtemps demeuré secret, passé avec l'Union européenne. Il ne s'agit pas seulement de traquer les filières de financement du terrorisme, mais de procéder à un espionnage discret des milieux économiques et industriels européens. Les agences gouvernementales américaines ont également été soupçonnées¹ d'avoir détourné le système des douanes APIS (Advance Passenger Information System) pour suivre, ou plutôt espionner, les déplacements des industriels non américains, cette fois encore sous couvert de lutte antiterroriste.

Dans cette bataille où son avenir de grande nation est en jeu, combien la France engage-t-elle de divisions ? Quels sont ses forces, ses atouts et ses handicaps ? Quel rôle fait-elle jouer par exemple à ses 11 000 espions² ? Face au gigantisme de ceux de ses adversaires principaux que sont la Chine et les États-Unis, la France dispose à vrai dire de moyens infiniment modestes ainsi que d'un appareil de renseignement économique défaillant, si ce n'est quasi inexistant. À titre d'exemple, la trentaine de fonctionnaires affectés au département plutôt stratégique de la sécurité économique de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice ne possède pour ses recherches que d'un seul accès haut débit. Par ailleurs, la Direction centrale du renseignement intérieur, la DCRI, chargée du contre-espionnage et de la défense du patrimoine, ne compte que huit équipes de liaison basées à l'étranger. Globalement, l'ensemble des services engagés dans la bataille économique est paralysé par une pénurie de fonctionnaires arabophones ou sinophones. La

1. Voir Bernard Carayon, « À armes égales », rapport au Premier ministre sur l'intelligence économique et la compétitivité, septembre 2006, p. 39.

2. Ont été exclus d'office de cette comptabilité par les autorités compétentes les 1 300 fonctionnaires de la Sous-Direction de l'information générale, créée en septembre 2008, ainsi que les gendarmes et leur bureau de liaison antiterroriste.

France a également réduit le nombre de ses bases militaires dans le monde tout comme ses effectifs diplomatiques. De l'aveu même du coordinateur pour le renseignement, mis en place en 2007 par Nicolas Sarkozy, la France ne dispose pas « de moyens suffisants pour répondre » aux menaces de la cybercriminalité¹.

Peu de moyens et de surcroît une faible réactivité dans la décision, imputable à une regrettable absence de pensée stratégique globale. À simple titre d'exemple, la France n'a décidé la création du Comité pour les métaux stratégiques², le COMES, que fin janvier 2011, alors même que ce comité est indispensable pour garantir en ressources son industrie. Des années d'hésitation ont été également perdues avant que le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) n'étudie les problèmes, pourtant urgents et cruciaux, soulevés par le gallium, le germanium, le niobium et la famille des « 17 terres rares » extrêmement convoités et pour certains indispensables aux secteurs industriels clés tels que l'automobile ou l'aéronautique. Secteurs où la France dispose pourtant d'une réelle avance industrielle et technologique. Or, à l'heure de la globalisation, tergiverser, de même que manquer de clairvoyance, constitue une véritable faute. L'hésitation est une conduite à risque car, le plus souvent, le retard ne se rattrape pas.

Officiellement, la France reste la cinquième puissance mondiale bien que ses parts de marché ne cessent de fondre depuis des années. Dans trente ans, appartiendra-t-elle toujours au cartel de tête des grandes nations ? Ou bien aura-t-elle perdu ses atouts et le leadership qu'elle exerce encore aujourd'hui dans quelques

1. Propos tenus par Bernard Bajolet lors de son audition par la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée.

2. L'objectif du Comité pour les métaux stratégiques consiste à coordonner les 3 500 industriels de la métallurgie et les centres de recherche. Y est associé tout ce qui, de près ou de loin, concerne l'approvisionnement de la France en métaux stratégiques ainsi que les industries qui y sont liées, comme le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales ou la Chambre syndicale des producteurs d'aciers fins et spéciaux.

secteurs stratégiques ? Sa puissance se sera-t-elle diluée dans le magma d'une Europe en déclin et sous influence ?

Avant de jouer les Cassandre, un état des lieux, aussi objectif que réaliste, des coulisses de cette guerre discrète et implacable s'impose. La France s'y bat d'ailleurs avec une surprenante vivacité, et le plus souvent seule. Elle n'a, dans cette guerre, ni véritable ami ni véritable allié, mais des concurrents souvent teigneux qui ne respectent qu'une seule règle, celle du chacun pour soi. C'est là le premier enseignement à tirer de cette minutieuse exploration des dessous d'une guerre qui, chaque jour, se radicalise davantage, annonçant une mondialisation toujours plus conflictuelle.

Le vrai faux ami américain

Les alliances, en guerre économique, ne sont pas choses sacrées. Le plus souvent, elles ne sont qu'inflexions ponctuelles, tactiques et de circonstance. Évoquant l'amitié franco-américaine, en 2007, Nicolas Sarkozy tenait à préciser qu'« allié » ne signifiait pas « aligné ». Il ajoutait qu'il se sentait libre d'exprimer ses accords tout comme ses désaccords « sans complaisance ni tabou¹ ».

Cette même année, son élection à la présidence de la République était qualifiée dans les cercles néoconservateurs de Washington de « victoire des intérêts stratégiques américains² ». Il n'était fait allusion à une aucune alliance d'aucune sorte. Les néoconservateurs constataient simplement que la nouvelle politique française devrait conforter les positions américaines. La guerre économique consacre en effet davantage les égoïsmes nationaux qu'elle ne célèbre la solidarité internationale.

Au printemps 2010, Nicolas Sarkozy en a fait l'amère expérience.

Camouflet à la Maison-Blanche

Printemps 2010, Nicolas Sarkozy effectue un voyage éclair aux États-Unis pour signer un important accord secret. Le 29 mars, il

1. Devant la conférence des ambassadeurs, le 27 août 2007.

2. Sally McNamara, *Sarkozy's Victory and the Future of U.S.-French Relations*, WebMemo n° 1446, 8 mai 2007, Fondation Héritage.

se trouve à New York et rejoint Washington le lendemain, où il déjeune avec son épouse Carla Bruni au Ben's Chile Bowl, entouré de gardes du corps et de clients amusés. L'ancien mannequin engloutit deux hot-dogs dans ce fast-food réputé, avant que le couple ne se retire, laissant sur la table 100 dollars de pourboire ! Tout sourire, ils quittent les lieux dans une légère bousculade, la presse ayant été rameutée pour l'occasion.

Un peu plus tard, en début de soirée, changement de décor : Barack Obama accueille à la Maison-Blanche le couple Sarkozy. Le président français compte bien tirer profit de ce dîner privé. Un photographe accompagne la délégation française : *Paris Match* doit, avec le luxe de photos habituel, célébrer la visite présidentielle. Mais l'opération de communication tourne court. Le service de presse de la Maison-Blanche refoule le photographe à cause d'un vétilleux chef du protocole qui s'arc-boute sur un point de règlement : en aucun cas un dîner à caractère privé ne peut donner lieu à une publicité officielle. Le responsable de la communication de Nicolas Sarkozy tente de contourner l'obstacle en essayant d'obtenir les clichés du photographe officiel de la Maison-Blanche. Il échoue. Implacable, le chef du protocole précise que ces clichés sont exclusivement réservés aux archives de la Maison-Blanche. Le staff élyséen n'insiste pas davantage et fait une croix sur son publi-reportage. Il se cramponne à l'ordre du jour de cette visite éclair qui prévoit la signature d'un accord secret sans précédent qui officialisera un « pacte de non-espionnage réciproque » unissant la France et les États-Unis.

Durant des mois, dans la plus grande discrétion, l'accord a été négocié par le coordinateur du renseignement américain, l'amiral Dennis Blair, et son homologue français, Bernard Bajolet. L'ancien président du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, nommé par Lionel Jospin, a effectué sa carrière dans le monde feutré de la diplomatie avant de devenir l'expert en renseignement du président, lequel semble apprécier ses lumières sur le monde arabo-musulman. Bajolet a occupé les postes d'ambassadeur en Bosnie-Herzégovine puis en Jordanie et en

Irak. Sous la houlette de Claude Guéant, alors secrétaire général de l'Élysée, il a donc conduit la négociation confidentiellement, en écartant même la plupart des responsables des services de renseignement. Des deux côtés, l'on souhaite pacifier les relations entre des services qui, après la Seconde Guerre mondiale, ont longtemps été régis par des accords secrets, dits Totem, ce qui n'a toutefois jamais empêché les entorses, ni les crises, ni les coups tordus, ni même les soupçons de trahison¹. Ce nouveau pacte mettra désormais les services français et britanniques sur un pied d'égalité face à leurs homologues américains.

Nicolas Sarkozy peut se réjouir d'être à l'origine de cet événement, en effet sans précédent, qui éclipse ce 30 mars 2010 les raideurs du protocole de la Maison-Blanche.

Mais l'enthousiasme ambiant côté français se dissipe brutalement quand le président et son staff découvrent que Dennis Blair n'a jamais obtenu, pour ce projet de pacte, l'aval de la Maison-Blanche. Lorsque Nicolas Sarkozy aborde la question devant Barack Obama, le président américain et ses conseillers tombent des nues. Ils nient avoir jamais eu l'intention de signer un pacte de cette nature avec la France, quelle que soit d'ailleurs l'ardeur des convictions pro-atlantistes du nouveau président français. Ce *gentleman agreement* n'a été ni approuvé par le gouvernement de Washington ni accepté par les services américains, en particulier par la CIA (Central Intelligence Agency), qui sans aucun doute en aurait été l'opposant le plus résolu.

Le voyage éclair vire au cauchemar. Les poings serrés, Nicolas Sarkozy fulmine. Comment ses conseillers ont-ils pu être aussi naïfs et aveugles ? Depuis des semaines, en effet, l'influence de Dennis Blair dans la communauté du renseignement était en chute libre. Il se murmurait même qu'il était sur le point d'être limogé, ce qui va se produire dans les jours qui suivent la visite privée de Nicolas Sarkozy à Washington. L'amiral Dennis Blair

1. Voir Frédéric Charpier, *La CIA en France. 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Seuil, 2008.

paie pour son excès d'indépendance mais aussi pour quelques dysfonctionnements plus ou moins graves survenus dans les services de renseignement dont il est censé coordonner les activités.

Le 25 décembre 2009, par exemple, un Nigérian tentait de faire exploser un engin artisanal qu'il avait embarqué à bord d'un vol de ligne effectuant la liaison Amsterdam-Detroit. L'enquête a révélé que le passager avait été préalablement signalé par son propre père aux autorités consulaires américaines de Lagos comme un personnage dangereux, lié à la mouvance islamiste. L'information, semble-t-il, n'a pas été relayée, elle n'a suscité aucune précaution comme l'annulation du visa du passager nigérian. Cet incident, qui n'a pas eu de graves conséquences, a été suivi, cinq jours plus tard, d'un attentat qui cette fois a fait couler le sang.

Le 30 décembre 2009, au cœur de la base afghane, Combat Outpost Chapman, d'où elle mène ses opérations contre les sanctuaires djihadistes situés au Pakistan, la CIA est victime d'un agent double jordanien, le médecin Humam al-Balawi. Ce dernier a réussi à s'introduire dans l'antre secret : il est arrivé bardé d'explosifs dans la voiture conduite par l'agent jordanien qui croyait l'avoir retourné et qu'en fait il manipulait. Tandis que deux agents de la société de sécurité privée Blackwater entreprennent de le fouiller, al-Balawi, la bombe humaine, se fait sauter. Quatre mercenaires et cinq agents de la CIA, dont la spécialiste d'al-Qaïda, périssent dans l'attentat que revendiquent bientôt les Talibans pakistanais.

En tant que coordinateur du renseignement, Dennis Blair ne peut s'exonérer de ses responsabilités. Un rapport d'enquête sénatorial le met d'ailleurs directement en cause¹. Et Blair paie aussi pour un excès d'orgueil. Il croyait pouvoir dicter sa loi à la

1. Dans son rapport, la commission du Sénat américain chargée des questions de renseignement dresse une liste de quatorze entorses les plus graves aux règles de sécurité et suggère de nombreuses modifications dans le système de coordination. Rapport en partie déclassifié, 18 mai 2010.

CIA et mettre son grain de sel dans les opérations clandestines de la centrale. Erreur de débutant qui a oublié qu'il peut lui en cuire de tenter de dépouiller la CIA de ce qui a fait durant des décennies sa marque de fabrique. On n'écorne pas le mythe des opérations clandestines de Langley, on ne défie pas sans risque ce bastion historique : 20 % des agents de la centrale travaillent sous couverture, officielle ou non officielle, pour la Direction des opérations.

L'affaire du pacte élaboré en catimini avec l'entourage de Nicolas Sarkozy constitue son ultime bévue, que révèle le *New York Times* le 21 mai 2010 et que confirme peu après Claude Guéant, qui s'efforce, depuis Paris, d'en minimiser l'importance¹. Le secrétaire général de l'Élysée tente de réduire l'épisode à un non-événement alors que l'entourage présidentiel y a cru, et avec enthousiasme, jusqu'au démenti cinglant et même humiliant de la Maison-Blanche².

Le staff élyséen a manifestement péché par naïveté. Impensable déjà pendant la guerre froide, l'idée qu'il serait devenu inutile d'espionner et de surveiller un allié si proche que le sont les États-Unis l'est tout autant à l'heure de la mondialisation, voire davantage.

Alors que se négociait en grand secret le fameux pacte entre l'Élysée et Dennis Blair, Hillary Clinton ratifiait avec la même discrétion une circulaire soulignant l'inanité de ce même projet. Dans le cadre de la National Humint Directive Collection³, la

1. *Le Monde*, 25 mai 2010.

2. En février 2011, Nicolas Sarkozy a tiré les leçons du cafouillage de Washington. Bernard Bajolet est nommé ambassadeur de France à Kaboul. Au poste de coordonnateur des services de renseignement le remplace le Niçois Ange Mancini, fondateur du Raid, qui, entré dans la police comme simple grouillot, s'est élevé aux rangs de directeur central adjoint de la police judiciaire, puis de préfet.

3. Directive donnée aux agents du service afin qu'ils collectent en priorité dans le cadre du renseignement dit humain, par opposition au renseignement électronique, des informations précises dans des domaines particuliers.

chef du département d'État adressait, le 31 juillet 2009, un long document à la délégation diplomatique américaine de l'ONU. Elle l'enjoignait de recueillir toutes sortes d'informations plus ou moins confidentielles sur ses collègues et alliés onusiens tels que leur ADN, leur numéro de carte de crédit ou encore le mot de passe de leur ordinateur¹. Autant d'informations que pourront exploiter ultérieurement, si nécessaire, les différentes agences gouvernementales, comme la CIA, le FBI (Federal Bureau of Investigation) ou encore la NSA (National Security Agency), pour ne citer que les plus connues. L'ensemble du personnel diplomatique étranger de l'ONU était visé, français compris par conséquent. Des circulaires de la même teneur étaient adressées dans le même temps à diverses ambassades américaines d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe, formulant des exigences identiques. Les agences gouvernementales américaines jugeaient opportun, semble-t-il, de mettre à jour leurs bases de données et ce, sans la moindre restriction. La logique, si ce n'est la tradition, était respectée.

Ni alliés ni ennemis, la France et les États-Unis sont en effet depuis des décennies de véritables concurrents, parfois même intraitables, dans une compétition qui interdit la moindre faiblesse. Face à la mondialisation, aux enjeux technologiques, commerciaux, industriels, énergétiques que cette compétition fait surgir, les pays occidentaux ont compris l'urgence qu'il y avait, non à pactiser dans des alliances fragiles, mais à réactiver leurs agents secrets. Dès le début des années 1990, les États commencent par redéployer leurs appareils de renseignement. Le gouvernement américain sera un des premiers à effectuer ce revirement et à adapter ses forces à la guerre économique.

1. Source WikiLeaks.

Bill Clinton, stratège de la guerre économique

Avant qu'il ne quitte la Maison-Blanche, George Bush avait créé, le 7 janvier 1993, le National Industry Security Program qui scellait pour l'avenir une coopération étroite entre les grandes agences de renseignement et les firmes américaines. Tout aussi conscient de l'âpreté de la compétition qui s'annonce, Bill Clinton à son tour a densifié le dispositif. S'inspirant du National Security Council institué au début de la guerre froide et qui conseille la présidence sur la politique étrangère des États-Unis, il établit un National Economic Council rattaché à la Maison-Blanche, dont la fonction est d'assister le président sur les orientations de la diplomatie économique. Dans le même ordre d'idées, il installe une *war room* (appelée aussi *advocacy center*), lieu secret de débat et de transmission d'informations, ici spécialement dédiée à la guerre économique. Quelques privilégiés du monde industriel reçoivent désormais confidentiellement le *Daily Economic Intelligence Briefing*, un bulletin quotidien qui ne circule à Washington qu'à une centaine d'exemplaires. Celui-ci servira de modèle à un autre bulletin, édité en France à partir de 2008 par la DCRI. Ses destinataires y trouvent chaque jour des informations sur l'intelligence économique et ses risques, des « alertes » sur des situations en cours, ainsi que des renseignements tirés des comptes rendus d'écoutes administratives qu'effectue le GIC, le Groupement interministériel de contrôle.

Veillant ainsi, avec l'appui de l'élite du renseignement, à la reconversion des services secrets, Bill Clinton apparaît bientôt comme le promoteur de l'espionnage commercial et industriel. Dans sa démarche, il a bien sûr obtenu le soutien plus ou moins déclaré des patrons du renseignement américain.

Dans le *Wall Street Journal*, James Woolsey, alors directeur de la CIA, tient cependant à préciser que si celle-ci espionne bien les concurrents des firmes américaines, elle ne le fait que lorsque ces derniers ont recours à la corruption. Patron de l'agence

de 1997 à 2004, George Tenet, lui, nie catégoriquement que l'agence apporte son soutien aux entreprises américaines, mais faut-il croire celui qui, en 2003, affirmait que Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive ? Un autre directeur de la CIA, Robert Gates, qui deviendra en 2008 secrétaire à la Défense de Barack Obama, affiche ouvertement son hostilité à l'espionnage économique. Il déclare qu'il « ne faut pas se lancer là-dedans même si d'autres pays le font. Il faut faire attention à l'escalade ». Cette course au renseignement économique pourrait, selon lui, « rapidement échapper à tout contrôle »¹.

Alors que la fin de la guerre froide promet à la CIA une période de vaches maigres, celle-ci dispose-t-elle d'une réelle marge de manœuvre ? Durant plusieurs années, ses effectifs, tout comme son budget, sont sérieusement programmés à la baisse. Elle doit donc impérativement se reconvertir. Il lui faut se trouver une autre utilité, une autre raison d'être. Sans vraiment rechigner, elle commence à se recycler. Par le canal du département du Commerce, elle fournit dorénavant aux entreprises américaines des informations leur permettant de conserver une avance dans la compétition internationale. La CIA plaide par ailleurs pour un renforcement de la surveillance que les services américains exercent déjà sur les agences étrangères qui tentent de s'emparer de secrets commerciaux américains. Sont visés la France, le Japon mais aussi l'Allemagne ou encore Israël. La CIA redistribue ses moyens, elle réattribue son réseau d'espions et ses tables d'écoute à des objectifs économiques.

Cette remise à plat du renseignement américain ne concerne pas que la CIA. Le Pentagone s'accommode d'autant plus aisément de cette reconversion qu'il partage depuis de longues années déjà ses informations top secret avec des firmes du complexe militaro-industriel telles que Lockheed, TRW, Northrop, Martin Marietta et des dizaines d'autres, dont les constructeurs automobiles qui sont

1. *Courrier international*, octobre 1991.

un de ses principaux fournisseurs. Le Pentagone accepte même, face à une concurrence implacable, de mettre à la disposition des constructeurs américains ses propres laboratoires de recherche et son savoir-faire¹.

Le 29 septembre 1993, Bill Clinton va plus loin encore. Il valide un nouveau partenariat entre le gouvernement et l'industrie. Objectif : mettre au service des entreprises les capacités de l'État et leur offrir le concours de six agences gouvernementales et de onze laboratoires de recherche dont ceux d'Argonne, d'Oak Ridge et de Los Alamos – piliers du Projet Manhattan qui avait abouti à la mise au point de la première bombe atomique américaine.

La CIA devient ainsi le partenaire officieux d'un bureau de recherche qui regroupe ce qu'on appelle les « Big Three », les trois grands acteurs américains du secteur de l'automobile : Ford, General Motors et Chrysler. Ce bureau s'intéresse aux constructeurs japonais, Toyota, Nissan et Honda, engagés dans des recherches sur une nouvelle génération de véhicules propres. Ces entreprises font alors l'objet d'une enquête discrète des services américains. L'US Advanced Batteries Consortium reconnaît même, à cette époque, que des espions ont pu en effet lui livrer quelques « bricoles » concernant la technologie des batteries japonaises². Avant d'ajouter que « la CIA est une bonne source d'informations sur l'état d'avancement technologique d'un pays

1. Le Pentagone a créé en 2001 un fonds d'investissement, le Center for Commercialization of Advanced Technologies (CCAT), avec la société ORINCON, qui travaille régulièrement avec ses laboratoires de recherche. Ce consortium réunit les universités de San Diego et de Californie ainsi que plusieurs centres de recherche militaires dont le Space and Naval Warfare Systems Center, espérant en retour la mise au point de nouvelles technologies, notamment dans les domaines de la biométrie, de la sécurité des cargos ou encore de la bio-défense. En 2003, ORINCON sera rachetée par Lockheed Martin. Cette année-là, son chiffre d'affaires s'élevait à 65 millions de dollars.

2. Mother Jones, mai-juin 1994.

étranger¹ ». Ces informations sont puisées dans le domaine public mais quelques autres sont obtenues clandestinement. En fait, par le passé, la CIA a déjà fourni au département du Commerce des rapports sur la technologie automobile des constructeurs japonais ainsi que des informations classifiées. L'industrie américaine n'éprouve donc aucun scrupule à se faire assister par l'État et ses agences de renseignement. Le gouvernement de son côté ne lésine pas sur l'aide qu'il apporte aux entreprises américaines qui investissent à l'étranger. Ainsi, il renforce les moyens de l'Overseas Private Investment Corp. (OPIC). Cette agence gouvernementale créée en 1971 afin d'épauler les hommes d'affaires et entrepreneurs prête à long terme des fonds gouvernementaux. Sous l'administration Clinton, ceux-ci ont dépassé les 3 milliards de dollars, 3,4 précisément. Curieusement, l'OPIC ne divulgue aucune information sur ceux qu'elle aide ni sur la nature de l'investissement. De fait, son action est classifiée au même titre qu'un secret d'État, ce qui en principe rend indécélables les bénéficiaires de ces prêts gouvernementaux.

Les informations que collecte l'appareil de renseignement ne se limitent pas aux aspects purement industriels. Bill Clinton a placé 70 marchés stratégiques pour l'économie et les firmes américaines, d'un montant global de 30 milliards de dollars, sous le contrôle des services secrets, ce qui signifie que tout sera entrepris afin que ces contrats échoient à des sociétés américaines ou du moins qu'ils ne leur échappent pas.

Rien que pour l'année 1994, les États-Unis récupèrent ainsi d'importants contrats grâce aux satellites espions de la NSA. Depuis avril 1992, cette agence cible déjà les intérêts économiques et les groupes industriels des pays alliés dans le cadre du « renseignement compétitif ». D'abord seule, puis associée à la CIA

1. Cité dans un rapport strictement confidentiel réalisé à Zurich en 1999 par un cabinet de conseil proche des services secrets français et intitulé « Lutte contre la corruption, une analyse des pratiques américaines ».

à partir de 1977, la NSA a animé un bureau de liaison au sein du département américain du Commerce qui deviendra l'Office of Executive Support chargé de redistribuer l'information collectée aux businessmen américains. Durant les années Clinton, ce qui n'était encore qu'une facette du travail de la NSA se transforme en priorité. Celle-ci met au service des entreprises américaines le réseau UKUSA, plus connu sous le nom d'Echelon, dont les activités ne seront découvertes et rendues publiques qu'en décembre 1997. Un rapport de la commission du Parlement européen sur l'évaluation des techniques de contrôle politique, présidé par Alain Pompidou, révèle alors l'existence d'une incroyable opération d'espionnage électronique qui, depuis 1948, fonctionne dans le plus grand secret¹.

Depuis cette époque, la NSA supervise un système d'espionnage des communications qui s'appuie sur un entrelacs de réseaux satellitaires associé à six bases d'écoutes terrestres. L'agence intercepte les échanges entre des téléphones satellites, puis avec l'avènement d'Internet les messages de type courriel, ou encore des fax ou des télex². L'information passe alors au tamis d'un filtrage établi à partir de mots clés. Analysée, elle est ensuite transmise à la NSA, dans sa base fortifiée du Maryland. Ses experts font le tri dans cette collecte avant de redistribuer une partie des informations aux autres associés du programme Echelon que sont la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande.

En 1994, grâce à ce système d'écoutes, un contrat de 2,6 milliards de dollars pour la construction d'une centrale électrique sur l'île de Java, en Indonésie, change de mains. Il échoue dans l'escarcelle d'une entreprise américaine. La même année, la NSA intercepte une communication entre des officiels brésiliens et des responsables de la société Thomson CSF. L'échange évoque

1. *Libération*, 21 avril 1998.

2. Duncan Campbell, *Surveillance électronique planétaire*, Éditions Allia, 2001.

La Françafrique et les convoitises sino-américaines.	149
L'imbroglia djiboutien.	150
Coup d'État à Nouakchott	161
L'étrange partenaire libyen	169
Plan Sahel, néocolonialisme et business	175
Le concurrent israélien	181
La diplomatie africaine du Mossad	181
Cellule africaine de l'Élysée contre Mossad	189
Les as de l'espionnage technologique israélien.	196
La France, base arrière du Mossad	204
L'hyper-puissance ou le casse-tête chinois.	209
L'envers du miracle chinois	210
Pékin et l'art de communiquer.	222
Le pétrole et les petits arrangements de Pékin.	230
Influence et <i>cyber-command</i>	239
Areva: bras de fer à Niamey et à Paris	240
Le cabinet Salamandre, entre influence et services secrets	250
Les ONG américaines sur le front afghan	262
Guerre chinoise dans la cinquième dimension	278
Opérations clandestines dans le cyberspace.	284
Conclusion	291

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
S.N. FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
DÉPÔT LÉGAL : AOÛT 2012. N° 102224 (00000)
Imprimé en France